

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Conjoncture** : les indices PMI officiel et Caixin-Markit divergent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en août

**Marché de change** : le yuan enregistre une nette appréciation par rapport au dollar à 6,83, soit le niveau le plus élevé depuis 16 mois

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Ouverture financière** : la Chine facilite l'accès des investisseurs étrangers au marché obligataire

**Ouverture financière** : Daiwa Securities et DBS Bank ont été autorisés à créer des coentreprises de valeurs mobilières à participation majoritaire en Chine

**Ouverture financière** : Citibank devient la première banque américaine à obtenir une licence de conservation de fonds en Chine

**Fintech** : Postal Savings Bank of China Co. Ltd. et China Citic Bank Corp. Ltd. ont rejoint le programme pilote sur la monnaie numérique de la banque centrale

**Assurance** : la CBIRC a approuvé la création de la China Agricultural Reinsurance

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Contrôle des exportations** : la Chine a renforcé son contrôle des exportations technologiques, ce qui pourrait interférer dans la vente des activités américaines de Tiktok

**Relations US-Chine** : les Etats-Unis ajoutent 11 entités chinoises à une liste potentiellement soumise à des sanctions

**Relation US - Chine** : les Etats-Unis prolongent certaines exclusions tarifaires chinoises jusqu'à la fin de l'année

**Relation Chine-Australie** : les autorités chinoises suspendent l'importation d'orge d'un groupe australien

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Investissements entrants** : le MofCom publie les mesures sur le mécanisme de plaintes des investisseurs étrangers

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Politique industrielle** : une politique massive de soutien au secteur des semi-conducteurs pourrait être intégrée dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal

**Innovation** : la Chine maintient sa 14<sup>ème</sup> place du classement des pays les plus innovants malgré une augmentation de ses investissements en R&D

**Diplomatie** : l'Inde interdit 118 nouvelles applications chinoises

**Electronique** : les nouvelles sanctions américaines pourraient forcer Huawei à revoir son positionnement sur le marché

**Politique industrielle**: Xiao Yaqing, nouveau ministre du MIIT, insiste sur l'innovation dans l'aéronautique et les semi-conducteurs

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Transports aérien** : réouverture limitée des vols internationaux directs à destination de l'aéroport de Pékin Capital



**Transport aérien :** *les pertes des compagnies chinoises liées à la crise du COVID-19 se sont globalement atténuées au second trimestre 2020*

**Spatial :** *CASIC et CASC annoncent un accord de coopération stratégique*

**Aéronautique :** *entrée en vigueur de l'accord bilatéral UE-Chine sur sécurité dans l'aviation (BASA)*

**Aéronautique :** *campagne de tests d'un candidat vaccin au COVID-19 sur les personnels de l'aviation civile*

**Transports ferroviaire :** *la compagnie nationale de chemins de fer, China Railway, présente 95,5 Mds rmb de pertes pour le premier semestre 2020*

**Développement durable :** *un scandale d'exploitation illégale de charbon dans le Qinghai devient un « problème politique » selon le Secrétaire du parti de la Province*

**Développement durable :** *la Chine inscrit sept nouveaux sites à la convention RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale*

## **ACTUALITES REGIONALES** ([ici](#))

**Jiangsu :** *6,6 Mds CNY d'investissements dans les industries émergentes dans la ville de Dongtai (Yancheng)*

## **HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

### **Hong Kong**

**Situation économique et financière :** *le déficit budgétaire de Hong Kong atteint 23,7 Mds USD fin juillet ; Hausse des dépôts bancaires de +2,7% et nouvelles interventions de change de la HKMA pour maintenir le peg ; les ventes de détail continuent de chuter (-23,1% en juillet) ; l'immobilier résidentiel se dégrade ; les exportations de Hong Kong reculent (-3% en juillet) ; Vanguard ferme son activité ETF (Exchange Trading Fund) à Hong Kong ; Les dépenses d'assurance vie réalisées par les clients chinois ont chuté de 76% en g.a. au cours du 1er semestre à 800 M USD ; Hong Kong améliore son classement au 11ème rang dans le Global Innovation Index.*

### **Macao :**

**Industrie du jeu :** *les revenus bruts des jeux se contractent de -81,6% à 4,53Mds USD au cours des 8 premiers mois de l'année dont -94,5% à 166 M USD en août.*

## **TAIWAN** ([ici](#))

**Agroalimentaire :** *levée des restrictions sur les importations de bœuf et de porc américains*

**Investissements internationaux :** *Taiwan classée 3<sup>ème</sup> meilleure destination*

## CONJONCTURE

### Conjoncture : les indices PMI officiel et Caixin-Markit divergent sur l'appréciation de la dynamique de l'activité dans le secteur manufacturier en août

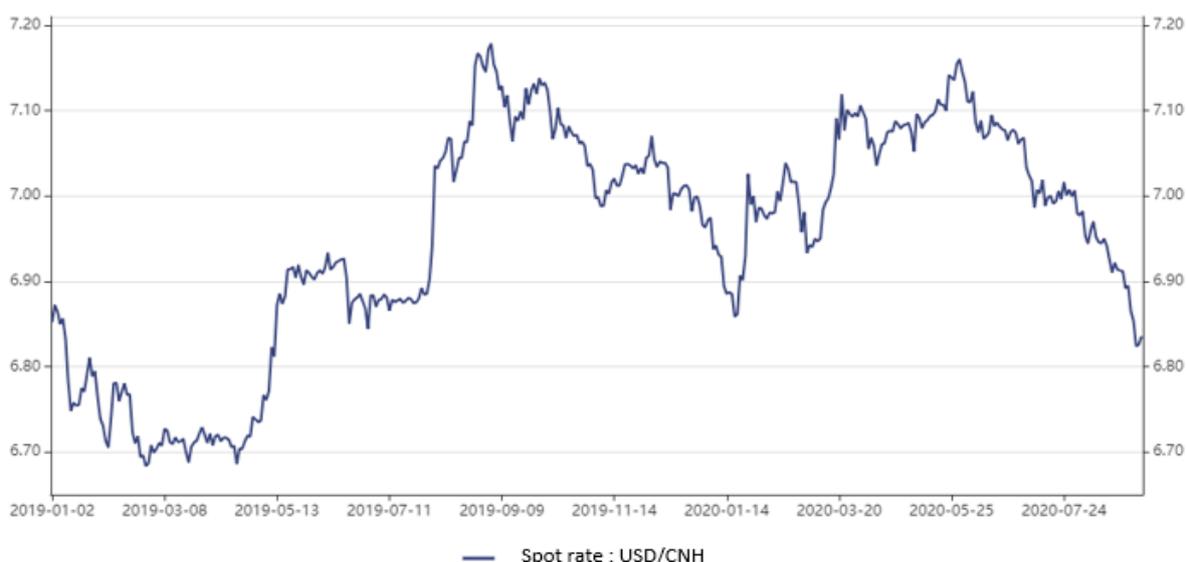
Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit s'élève à 53,1 en août contre 52,8 en juillet, soit le plus haut niveau depuis février 2011, tandis que l'indice PMI officiel s'abaisse à 51,0 contre 51,1 en juillet (sixième mois consécutif au-dessus de la barre des 50). La légère baisse de l'indice PMI officiel s'explique par la baisse des sous-indices de la production (53,5 en août contre 54,0 en juillet) et des matières premières (47,3 en août contre 47,9 en juillet). En outre, on observe une réduction du nombre de secteurs manufacturiers qui enregistrent des niveaux supérieurs à 50 (15 contre 17 parmi les 21 secteurs sous l'enquête).

Le PMI officiel non manufacturier s'élève à 55,2 en août contre 54,2 en juillet, principalement en raison de l'augmentation du sous-indice des nouvelles commandes (52,3 en août contre 51,5 en juillet).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes.

### Marché de change : le yuan enregistre une nette appréciation par rapport au dollar à 6,83, soit le niveau le plus élevé depuis 16 mois

Le yuan enregistre une nette appréciation par rapport au dollar à 6,83 (*spot rate* et *fixing rate*) le 2 septembre, soit le niveau le plus élevé depuis 16 mois. D'une part, l'économie chinoise s'est progressivement redressée en août, et l'excédent commercial ainsi que l'investissement direct net ont enregistré une croissance positive, supportant ainsi la forte appréciation du taux de change du RMB. D'autre part, sous l'effet de l'élargissement du différentiel de taux d'intérêt sino-américain, l'afflux continu de capitaux étrangers a également fait monter le taux de change du RMB. Au 1<sup>er</sup> septembre, l'écart des taux d'intérêt des bons du Trésor à 10 ans entre la Chine et les Etats-Unis a atteint 235 points de base. Fin juillet, les investisseurs étrangers détenaient un total de 2670 Mds RMB d'obligations chinoises, soit une augmentation de 165 Mds RMB par rapport à fin juin. En outre, le 1<sup>er</sup> septembre, l'indice du dollar américain a franchi la barre des 92, soit le plus bas niveau depuis 28 mois, avant d'avoir chuté pendant 4 mois consécutifs.



数据来源 Wind

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## BANQUE ET FINANCE

### **Ouverture financière : la Chine facilite l'accès des investisseurs étrangers au marché obligataire**

La PBoC, le CSRC et la SAFE ont annoncé des nouvelles règles visant à faciliter l'accès des investisseurs étrangers au marché obligataire (15 400 Mds USD en Chine), dans un effort supplémentaire pour ouvrir les marchés financiers chinois. Les régulateurs simplifieront les procédures de demande pour les investisseurs obligataires étrangers et unifieront les règles régissant les divers canaux d'investissement. Selon les nouvelles règles, les investisseurs obligataires étrangers qualifiés et leurs dépositaires n'auront plus besoin d'obtenir l'approbation réglementaire chinoise pour les investissements individuels dans des obligations chinoises. Les investisseurs étrangers qualifiés pour participer au marché obligataire interbancaire seront autorisés à négocier des obligations négociées en bourse directement ou via le programme *bond connect* reliant les marchés continental et de Hong Kong sans autorisation spéciale, conformément aux règles.

Les investisseurs étrangers auraient montré un enthousiasme croissant pour les obligations chinoises, en partie en raison d'un yuan plus fort et d'un écart plus large entre les rendements des obligations chinoises et américaines en général. En juillet, l'afflux net d'investissements étrangers dans des obligations *onshore* a atteint environ 148,1 Mds RMB (21,3 Mds USD), le niveau le plus élevé depuis 2014. A fin juin, les obligations chinoises détenues par les non-résidents ont atteint 369 Mds USD, en hausse de 13% par rapport à fin 2019 et soit trois fois de plus par rapport à fin 2016, mais représentant seulement 2,8% du marché total. Ces dernières années, les régulateurs chinois ont intensifié leurs efforts pour restructurer le marché obligataire domestique afin d'attirer davantage de fonds étrangers. En juillet, les régulateurs ont décidé d'unifier les marchés fragmentés des obligations interbancaires et de bourse du pays afin de renforcer l'attractivité du marché pour les investisseurs étrangers. Les derniers changements de règles précèdent également une décision du fournisseur d'indices mondial *FTSE Russell* qui doit être prise le 24 septembre sur la possibilité d'inclure les obligations d'Etat chinoises dans son indice obligataire de référence, une décision qui devrait entraîner un afflux de centaines de milliards de yuans dans le marché obligataire du pays.

### **Ouverture financière : Daiwa Securities et DBS Bank ont été autorisés à créer des coentreprises de valeurs mobilières à participation majoritaire en Chine**

L'une des plus grandes sociétés de valeurs mobilières au monde, *Daiwa Securities Group Inc.*, et la grande banque de Singapour *DBS* ont obtenu l'autorisation réglementaire de créer des coentreprises de valeurs mobilières à participation majoritaire sur le continent chinois. *Daiwa Securities* détiendra 51% de la nouvelle coentreprise, les participations restantes étant contrôlées par deux sociétés d'Etat chinoises basées à Pékin. *DBS Bank* détiendra également 51% de la nouvelle coentreprise, les participations restantes étant contrôlées par quatre sociétés de Shanghai. Les deux coentreprises offriront des services de courtage et de souscription de titres, avec respectivement 1 Md RMB (145,9 MUSD) et 1,5 Md RMB (219,8 MUSD) de capital social. Il s'agit de la septième et huitième société étrangère à prendre une participation majoritaire dans une coentreprise de valeurs mobilières sur le continent. L'année dernière, *JPMorgan Chase & Co.* et *Nomura Holdings Inc.* ont tous reçu l'approbation du CSRC pour créer de nouvelles coentreprises de valeurs mobilières à participation majoritaire. En outre, *UBS Group AG*, *Goldman Sachs Group Inc.*, *Morgan Stanley* et *Credit Suisse Group AG* ont tous augmenté leurs participations dans des coentreprises de valeurs mobilières existantes sur le continent à 51%.

Pour mémoire, la Chine a relevé le plafond de la participation étrangère dans les coentreprises de valeurs mobilières à 51% en 2018, avant d'abolir le plafond en avril 2020. En outre, les limites de



propriété étrangère dans des sociétés à terme, des compagnies d'assurance-vie et des banques ont également été supprimées en 2020.

### **Ouverture financière : Citibank devient la première banque américaine à obtenir une licence de conservation de fonds en Chine**

*Citibank* devient la première banque américaine à obtenir une licence de conservation de fonds en Chine, lui permettant ainsi de fournir des services de conservation pour les produits de fonds émis par des sociétés de fonds ou d'autres gestionnaires d'actifs en Chine.

Pour mémoire, dans le cadre de l'accord commercial de phase 1 avec les Etats-Unis, la Chine s'est engagée en janvier à « autoriser les succursales d'institutions financières américaines à fournir des services de conservation de fonds » dans un délai de cinq mois, dans le but d'élargir l'accès au marché financier pour les investisseurs étrangers. Auparavant, parmi plus de 50 dépositaires de fonds en Chine, *Standard Chartered Bank (China) Ltd.* était la seule société étrangère à avoir obtenu la licence. Outre *Citibank*, *HSBC Bank (China) Co. Ltd.* et *Deutsche Bank (China) Co. Ltd.* ont également demandé des licences de conservation de fonds en Chine cette année.

### **Fintech : Postal Savings Bank of China Co. Ltd. et China Citic Bank Corp. Ltd. ont rejoint le programme pilote sur la monnaie numérique de la banque centrale**

*Postal Savings Bank of China Co. Ltd.* et *China Citic Bank Corp. Ltd.* ont rejoint le programme pilote pour fournir des services de monnaie numérique développée par la PBoC et effectuer des tests initiaux. Les deux ont rejoint les « Big Four » banques commerciales d'Etat chinoises - *Industrial and Commercial Bank of China Ltd. (ICBC)*, *Agricultural Bank of China Ltd.*, *Bank of China Ltd. (BoC)* et *China Construction Bank Corp.* Pour explorer les applications de la monnaie numérique, la banque centrale cherche à travailler avec un certain nombre de fournisseurs de services Internet : la start-up *Didi Chuxing Technology Co. Ltd.*, le géant de la livraison de nourriture *Meituan Dianping*, le site de partage de vidéos *Bilibili Inc.*, la populaire plate-forme vidéo courte *TikTok* et une application bureautique au service des gouvernements et des entreprises appelée *Lanxin*.

Plus tôt en avril, la PBoC a confirmé les essais internes en cours sur la monnaie numérique dans quatre régions (*Suzhou*, *Xiong'an*, *Chengdu* et *Shenzhen*) et des scénarios liés aux Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Pékin.

### **Assurance : la CBIRC a approuvé la création de la China Agricultural Reinsurance**

A la suite de l'Avis sur la revitalisation rurale par les services financiers, conjointement publié en 2019, notamment par la PBoC, le ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales (MARA) et le ministère du Commerce (MofCom), la Chine a créé une société de réassurance dédiée au secteur agricole, la *China Agricultural Reinsurance Co., Ltd.* Elle sera enregistrée à Pékin et dotée d'un capital social de 16,1 Mds RMB détenu par neuf établissements, avec une participation majoritaire du MofCom (55,9 % des parts).

Sa création vise à améliorer la couverture de l'assurance agricole par une possibilité de réassurance des opérateurs qui seraient confrontés à des dommages majeurs, issus de catastrophe. La Chine est le 2<sup>ème</sup> marché mondial de l'assurance agricole.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### **Contrôle des exportations : La Chine a renforcé son contrôle des exportations technologiques, ce qui pourrait interférer dans la vente des activités américaines de Tiktok**

Le 28 août, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) et le ministère de la Science et des Technologies (MOST) ont conjointement ajouté 23 articles au « [Catalogue des exportations technologiques interdites ou restreintes](#) », le premier ajout depuis 12 ans. Les entreprises doivent obtenir l'[approbation](#) des deux ministères qui ont un délai de 30 jours pour octroyer une licence permettant l'export des technologies mentionnées dans le catalogue.

Tout laisse à penser que le gouvernement chinois souhaite se donner les moyens d'interférer dans la vente forcée de Tiktok aux Etats-Unis. Les ajouts comprennent en effet les « services personnalisés de diffusion d'informations basé sur l'analyse des données » et les « interfaces utilisateur interactives se basant sur l'intelligence artificielle », des technologies qui sont utilisées par Tiktok. Un expert chinois a [déclaré](#) dans un journal d'Etat que la nouvelle réglementation pourrait s'appliquer à Tiktok et que la maison mère, Bytedance, devrait alors obtenir une licence afin d'exporter ses technologies.

Selon certains commentateurs, Tiktok pourrait cependant être cédé sans l'algorithme de recommandation aux utilisateurs, permettant ainsi de contourner le contrôle des exportations technologiques mise en place par Pékin.

Le porte-parole du MOFCOM a [déclaré](#) que cette mise à jour du catalogue est intervenue pour « promouvoir les échanges scientifiques et technologiques » et ne « visait aucune entreprise en particulier ».

Donald Trump a [réitéré](#) la date butoir du 15 septembre pour la cession de Tiktok et a ajouté que le gouvernement fédéral devra être rémunéré sur la vente : « *I told them they have until Sept. 15 to make a deal – after that we close it up in this country. [...] I said the United States has to be compensated, well compensated* ».

### **Relations US-Chine : les Etats-Unis ajoutent 11 entités chinoises à une liste potentiellement soumise à des sanctions**

Le 28 août, le département de la Défense américain (DoD) a [publié](#) une deuxième tranche de sa liste des "sociétés militaires communistes chinoises", ajoutant 11 entreprises chinoises. Figurent notamment sur la liste *ChemChina*, géant des produits chimiques et *China Communications Construction Company (CCCC)*, l'une des principales entreprises publiques de construction associée à l'initiative des nouvelles routes de la soie. CCCC figure également, depuis le 26 août (Brèves hebdomadaires du 24 août 2020), sur la liste des entités soumises au dispositif américain de contrôle des exportations (*Entity List*). Les entités présentes sur la liste du DoD seront potentiellement soumises aux sanctions du *National Defense Authorization Act*. En effet, la liste n'est pas une liste de sanctions mais elle autorise le Président américain à imposer des sanctions à l'encontre des entités nommées, notamment des interdictions de transactions avec des entités sujettes à la juridiction américaine selon le *National Defense Authorization Act* et l'*International Emergency Economic Powers Act*.

Cette désignation vise spécifiquement la stratégie de l'intégration civilo-militaire de la Chine -une stratégie qui soutient la modernisation de l'Armée populaire de libération chinoise (PLA) en s'appuyant sur les technologies des entreprises civiles.

Le 1<sup>er</sup> septembre, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères [a déploré](#) cette décision américaine, en dénonçant une oppression américaine sur les entreprises chinoises.

En juin 2020, le DoD avait publié une liste initiale de [20 entités](#), dont Hikvision, Huawei, et *China Railway Construction Corporation (CRCC)*. ([Brèves hebdomadaires du 22 juin 2020](#))

### Relation US - Chine : Les Etats-Unis prolongent certaines exclusions tarifaires chinoises jusqu'à la fin de l'année

Le bureau du représentant américain au commerce (USTR) a [déclaré](#) mardi qu'il avait prolongé les exclusions tarifaires de la Chine pour une large gamme de biens, notamment des produits technologiques et certains produits médicaux, jusqu'à la fin de 2020, plutôt que de renouveler les précédentes prolongations d'un an. Aucune raison précise n'a été mentionnée dans l'avis concernant la prolongation de quatre mois seulement.

Cette courte prolongation maintiendrait probablement une pression sur la Chine quant à la mise en œuvre de l'accord de phase 1.

#### Récapitulatif des droits de douanes additionnels

| Tarifs américains supplémentaires   |                                                                              |                                |                                                                                                                                          |
|-------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tranche                             | Niveau                                                                       | Date d'imposition              | Commentaire                                                                                                                              |
| 34 Mds USD                          | 25 %                                                                         | 6 juillet 2018                 |                                                                                                                                          |
| 16 Mds USD                          | 25 %                                                                         | 23 août 2018                   |                                                                                                                                          |
| 200 Mds USD                         | 25 %<br>(10% avant le 10 mai 2019)                                           | 24 septembre 2018              | Relèvement au 10 mai 2019 - Exemption sur des produits médicaux et technologiques depuis octobre 2019, étendue jusqu'au 31 décembre 2020 |
| 112 Mds USD <sup>1</sup>            | 7,5 %<br>(15% avant le 14 février 2020)                                      | 1 <sup>er</sup> septembre 2019 | Réduit à 7,5 % selon le « <i>phase one deal</i> »                                                                                        |
| <del>160 Mds USD</del> <sup>2</sup> | 15 %                                                                         | <del>15 décembre 2019</del>    | Hausse suspendue le 13 décembre 2019, à l'annonce de la signature prochaine d'un « <i>phase one deal</i> ».                              |
| <b>Au 14/02/20</b>                  | <b>Tarifs supplémentaires américains sur environ 362 Mds USD de biens CN</b> |                                |                                                                                                                                          |

| Tarifs chinois supplémentaires |        |                   |                                                                                                                                  |
|--------------------------------|--------|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Tranche                        | Niveau | Date d'imposition | Commentaire                                                                                                                      |
| 34 Mds USD                     | 25 %   | 6 juillet 2018    | Exemption sur l'auto** depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019,                                                                   |
| 16 Mds USD                     | 25 %   | 23 août 2018      | Exemption sur l'auto** depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 et sur des équipements médicaux et minerais depuis le 19 mai 2020. |

<sup>1</sup> Estimations du [Peterson Institute for International Economics \(PIIE\)](#)

<sup>2</sup> 14,3 Mds USD d'automobiles et parties automobiles sont concernées par l'exemption

|                     |                                                                                                                                      |                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>60 Mds USD</b>   | 5, 10, 20 et 25 %<br>(5 à 10 % avant le 1 <sup>er</sup> juin 2019)                                                                   | 24 septembre 2018              | Relèvement au 1 <sup>er</sup> juin 2019 – Exemption sur l’auto** depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019, sur des produits agricoles et chimiques depuis le 17 septembre 2019 <sup>3</sup> et le 26 décembre 2019 <sup>4</sup> et des produits agricoles, chimiques et énergétiques depuis le 2 mars 2020. |
| <b>29 Mds USD**</b> | 2,5 et 5 % (5 et 10% avant le 14 février 2020)<br>(y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds) | 1 <sup>er</sup> septembre 2019 | Réduit de moitié selon le « <i>phase one deal</i> »                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>45 Mds USD**</b> | +5 à 10%<br>(y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)                                       | 15 décembre 2019               | Hausse suspendue le 13 décembre 2019, à l’annonce de la signature prochaine d’un « <i>phase one deal</i> ».                                                                                                                                                                                               |
| <b>Au 14/02/20</b>  | <b>Tarifs supplémentaires chinois sur environ 90 Mds USD de biens US</b>                                                             |                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

### Relation Chine-Australie : Les autorités chinoises suspendent l’importation d’orge d’un groupe australien

Les sanctions commerciales chinoises à l’encontre de l’Australie se poursuivent : les exportations d’orge de la coopérative céréalière CBH Grain PTY ont été suspendues [le 1<sup>er</sup> septembre par les douanes \(GACC\)](#), pour cause de non-conformité phytosanitaire (organismes nuisibles identifiés de manière répétée).

CBH Grain PTY est le plus gros exportateur céréalière et le plus important producteur d’orge australien (30 % environ des 10,6 M. t attendues cette année).

L’orge est décidément ciblée : il avait été imposé à ce produit des droits antidumping et antisubventions de 80,5 % en mai 2020. L’Australie est le premier fournisseur d’orge brassicole et fourrager de la Chine (57 % des volumes, en moyenne, entre 2014 et 2019), loin devant la France (18 %), le Canada (16 %), l’Ukraine (8 %) et l’Argentine (1 %). L’Argentine espère d’ailleurs profiter de l’opportunité de marché, estimant pouvoir exporter 250 000 t en 2020 et 380 000 t en 2021 vers la Chine, alors que son record d’exportation n’a été que de 80 000 t en 2014. Ces tonnages restent donc très éloignés des 6 480 000 t exportées par l’Australie en 2017. Du fait d’une offre mondiale élevée en 2020-2021 mais globalement constante, il est probable qu’un « carrousel » se mette en place : réorientation des flux australiens vers d’autres importateurs (Pays du Golfe, notamment) et accroissement de la part de ses concurrents sur le marché chinois.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

<sup>3</sup> D’une valeur de moins de 2 Mds USD d’après les estimations du [PIIE](#)

<sup>4</sup> D’une valeur de moins de 1 Md USD d’après les estimations du [PIIE](#)

## CLIMAT DES AFFAIRES

### Investissements entrants : le MofCom publie les mesures sur le mécanisme de plaintes des investisseurs étrangers

Le 31 août, le ministère chinois du Commerce (MofCom) a adopté [les mesures sur le mécanisme de plaintes des investisseurs étrangers](#), qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020. Ces mesures ont été publiées conformément aux dispositions de la loi sur les investissements étrangers afin de mieux protéger les intérêts des investisseurs étrangers et améliorer le climat des affaires; elles remplaceront les mesures provisoires sur le mécanisme de plaintes de 2006.

Pour rappel, le MofCom avait publié le projet de mesures le 23 mars 2020. Par rapport au projet, les mesures définitives apportent les changements principaux suivants :

1. Les associations et les chambres de commerce pourront désormais soumettre les problèmes liés à l'environnement des investissements identifiés par leurs membres auprès du mécanisme ;
2. Les initiateurs des plaintes auront le droit de faire un appel via le mécanisme à un niveau plus élevé s'ils ne sont pas satisfaits du résultat obtenu auprès du mécanisme présent au niveau local ;
3. Le délai pour informer le gouvernement au même niveau concernant une plainte non-résolue par l'organe en charge des plaintes a été réduit de deux ans à un an ;
4. Les personnels en charge des dossiers des plaintes des investisseurs étrangers seront potentiellement soumis aux sanctions pénales en cas de divulgation des secrets d'affaire ou d'intrusion dans la vie privée ;
5. Aucune entité ou individu ne peut supprimer ou sanctionner les initiateurs des plaintes ;
6. Les mesures seront également applicables aux investissements effectués en Chine par les citoyens chinois résidants à l'étranger.

Le centre national gérant les plaintes des investisseurs étrangers, qui sera temporairement établi au sein du MofCom, sera chargé « d'efficacement éviter l'apparition de plaintes » au niveau local, posant le risque de décourager les initiateurs de plaintes dans les provinces.

*[Retour au sommaire \(ici\)](#)*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Politique industrielle : une politique massive de soutien au secteur des semi-conducteurs pourrait être intégrée dans le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal

Selon des [informations](#) de certains médias chinois relayées par [Bloomberg](#), le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) aurait soumis une proposition pour intégrer au 14<sup>ème</sup> plan quinquennal, actuellement en phase d'ébauche et de consultation, une stratégie très ambitieuse visant à soutenir massivement le développement de l'industrie des semi-conducteurs « de troisième génération ». Bien que non-confirmées, cette nouvelle stratégie pourrait inclure de nouvelles mesures de soutien financier et de soutien aux travaux de recherche, notamment pour les semi-conducteurs de troisième génération, basés sur des nouveaux matériaux. Selon les [informations](#) de Digitimes, le 14<sup>ème</sup> plan quinquennal pourrait fixer comme objectifs une augmentation de 40% des capacités de production des fonderies chinoises et la maîtrise de la gravure en 7 nm, alors que SMIC, principal fondeur chinois, ne produit actuellement des *wafers* qu'en 12 nm. L'utilisation de FD-SOI [pourrait](#) également être favorisée.

Pour rappel, le 4 août, le Conseil des affaires de l'État avait déjà publié un [document](#) intitulé « certaines politiques en vue de stimuler le développement qualitatif de l'industrie des semi-conducteurs et des logiciels en cette nouvelle période », proposant des mesures de soutien à ces deux industries dans les huit domaines suivants : fiscalité, financement, recherche et développement, import-export, talents, propriété intellectuelle, applications, coopération internationale. Ce texte permet notamment aux entreprises produisant des puces inférieures au égale à 28 nanomètres sur une durée d'au moins 15 ans de bénéficier d'exemptions d'impôts sur le revenu lors des dix premières années d'opération.

### Innovation : la Chine maintient sa 14<sup>ème</sup> place du classement des pays les plus innovants malgré une augmentation de ses investissements en R&D

Selon le classement Global Innovation Index (GII) réalisé par l'université Cornell, l'INSEAD et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, la Chine se maintient au 14<sup>ème</sup> rang des pays les plus innovants de la planète. Derrière ce classement, il existe néanmoins une certaine disparité entre plusieurs sous-indicateurs : en tête de la hiérarchie mondiale en terme de nombre de brevets, de marques, de design industriels et d'exportations de produits « créatifs », la Chine n'est que 21<sup>ème</sup> au classement du capital humain et 19<sup>ème</sup> pour la sophistication de son marché. Par ailleurs, le « cluster » de Shenzhen-Hong Kong- Canton se maintient en deuxième position des écosystèmes les plus innovants, Pékin pointant à la quatrième place.

Malgré cette stagnation, le Bureau National des Statistiques [indique](#) que les investissements de la Chine en R&D ont atteint 2 214 Mds CNY (273 Mds EUR) en 2019, soit une augmentation de 12,5% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation près de deux fois supérieure au taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), que la Chine avait évalué à 6,1% en 2019, et porte la contribution de la R&D dans le PIB à 2,23%, un niveau similaire à [celui de la France](#). Selon les chiffres communiqués, les entreprises, le gouvernement et les institutions académiques sont responsables de respectivement 76,4%, 13,9% et 8,1% des recherches en R&D du pays. Concernant la répartition géographique, le Guangdong est la province qui investit le plus en R&D (310 Mds CNY- 38 Mds EUR), devant le Jiangsu (278 Mds CNY- 34 Mds EUR) et la municipalité de Pékin (223 Mds CNY – 27 Mds EUR). En outre, l'électronique est le secteur recevant le plus d'investissements (245 Mds CNY – 30 Mds EUR) en R&D, devant la fabrication d'équipements électriques (141 Mds CNY – 17 Mds EUR) et l'automobile (129 Mds CNY – 16 Mds EUR).

[Consulter le rapport Global Innovation Index 2020](#)

## Diplomatie : l'Inde interdit 118 nouvelles applications chinoises

Le 2 septembre, le Ministère de l'Électronique et des Technologies de l'Information indien a annoncé le blocage de l'utilisation de 118 applications mobiles d'origine chinoise. Sans mentionner explicitement la Chine, le [communiqué](#) justifie cette décision par des raisons sécuritaires et de souveraineté alors qu'un [regain de tensions](#) entre les deux pays le long de leur frontière commune a été constaté ces dernières semaines. Les autorités indiennes expliquent également avoir reçu des plaintes sur la politique de gestion des données de ces applications. Parmi les applications concernées, la liste inclut par exemple : Baidu (moteur de recherche), Alipay (paiement mobile), Taobao (plateforme de e-commerce en C2C du groupe Alibaba), Youku (vidéos), SinaNews (actualités), Huya (streaming) ou encore Tantan (*dating*). La plupart de ces applications sont en réalité peu utilisées en Inde, contrairement au jeu vidéo PUBG Mobile, édité par le groupe Tencent, qui figure également sur cette liste. Selon les données de Sensor Tower, ce [jeu de combat](#) aurait été téléchargé entre 175 millions et 200 millions de fois en Inde.

Pour rappel, 59 applications chinoises avaient déjà été interdites par l'Inde le 29 juin puis, le 28 juillet, 47 nouvelles applications avaient été ajoutées à cette liste. TikTok et WeChat, notamment, étaient donc déjà concernées par ces restrictions tandis que PUBG faisait partie d'une liste complémentaire de [275](#) applications soumises à un examen approfondi.

Par ailleurs, les projets d'investissement des entreprises technologiques chinoises en Inde sont remis en cause. Le financement de 100 M USD (84 M EUR) d'Ant Financial, filiale fintech du groupe Alibaba, dans Zomato, principale plateforme de livraison de nourriture indienne, pourrait ainsi [être bloqué](#). En 2019, les investissements financiers chinois en Inde s'élevaient à 3,9 Mds USD (3,3 Mds EUR). Parmi les 30 licornes technologiques indiennes, [18](#) comptent des entreprises chinoises parmi leurs investisseurs. C'est le cas notamment de Paytm (paiement mobile, financé par Alibaba et Ant Financial), Oyo (hôtellerie, financé par Didi), ou encore Ola (VTC, financé par Tencent).

[Lire le rapport « Chinese investments in India » - Gateway House](#)

## Électronique : les nouvelles sanctions américaines pourraient forcer Huawei à revoir son positionnement sur le marché

Sur plusieurs segments du marché de l'électronique, le groupe Huawei commencerait à ressentir les effets des sanctions américaines le privant de fournisseurs, notamment de semi-conducteurs, utilisant de la propriété intellectuelle américaine. Ainsi, le prix des téléphones Huawei sur le marché des revendeurs [aurait augmenté](#) ces dernières semaines selon le South China Morning Post, indiquant un recul des livraisons de la marque de Shenzhen, qui pourrait être dû à son incapacité à se procurer des puces nécessaires à l'assemblage de ses smartphones. Digitimes [estime](#) que Huawei pourrait ainsi perdre jusqu'à la moitié de ses parts sur le marché chinois des smartphones au quatrième trimestre 2020. De même, les commandes de composants pour téléviseurs de Huawei [auraient également baissé](#) de 30 à 40% récemment, le groupe étant dans l'incapacité de se procurer les semi-conducteurs nécessaires à leur fabrication.

Richard Yu Chengdong, en charge de la division commerciale grand public du groupe avait reconnu que ces sanctions pourraient infliger de « lourdes pertes » à Huawei, qui pourrait se retrouver dans l'incapacité de livrer des smartphones équipés de ses puces Kirin après 2020. Guo Ping, CEO de Huawei, avait lui annoncé que le groupe pourrait trouver des solutions à ce problème. À l'avenir, le groupe [pourrait](#) se concentrer sur le marché du cloud, qui serait moins impacté par les sanctions américaines.



Dans ce contexte, les fabricants européens de semi-conducteurs, dont certains sont des fournisseurs importants de Huawei mais qui s'appuient en partie sur des technologies américaines, pourraient voir leur chiffre d'affaires impacté. Pour l'heure, la plupart des acteurs des acteurs interrogés [reconnaissent](#) « suivre l'évolution de la situation ».

### **Politique industrielle et aéronautique: Xiao Yaqing, nouveau ministre du MIIT, insiste sur l'innovation dans l'aéronautique et les semi-conducteurs**

Du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre, Xiao Yaqing, nouveau ministre de MIIT, [était en visite](#) à Shanghai, son premier déplacement hors de Pékin depuis sa prise de fonction le 31 juillet. Cette visite a été l'occasion pour le nouveau ministre de mettre à l'honneur deux secteurs prioritaires dans la politique industrielle de montée en gamme de la production chinoise : l'aéronautique (visite d'un site d'assemblage de COMAC et d'une usine de motorisation d'AECC, entreprise créée en 2016, regroupant les savoir-faire de COMAC et AVIC pour les systèmes propulsifs aériens), et les semi-conducteurs (visite d'une usine et d'un centre de R&D). Pour rappel, l'aéronautique fait partie des dix secteurs identifiés dans la stratégie Made in China 2025 visant, depuis 2015, à promouvoir la montée en gamme industrielle de la production chinoise.

Malgré ces efforts, le lancement du C919, avion monocouloir du constructeur chinois a [pris du retard](#) ces dernières années, les travaux de certification de l'appareil se poursuivant pour une encore hypothétique entrée sur le marché en 2021 ou 2022. Cet appareil, directement concurrent des modèles Airbus A320 et de la gamme 737 de Boeing, compte sur de nombreux fournisseurs étrangers pour ses équipements critiques. Le C919 doit notamment être équipé du moteur LEAP-1C de CFM, coentreprise entre Safran et GE, AECC n'étant pas en mesure de fournir à court-terme une solution indigène en double-source avec son projet de moteur CJ-1000A, dont la certification est espérée pour le milieu de la décennie au mieux, selon le motoriste chinois.

De même, la Chine reste largement dépendante des fournisseurs étrangers de semi-conducteurs, avec un taux de production locale [autour de](#) 30%. En 2020, les importations chinoises pourraient même de nouveau excéder 300 Mds USD (254 Mds EUR) selon des estimations [révélées](#) fin août par la China Semiconductor Industry Association. Les récentes sanctions américaines, qui interdisent aux fournisseurs étrangers utilisant des technologies américaines de fournir Huawei et ses filiales, illustrent cette dépendance et justifient, pour les autorités chinoises, la nécessité de soutenir le développement du secteur.

Le 18 août dernier, M. Xiao Yaqing [s'était rendu](#) dans la zone technologique de Yizhuang, à Pékin, pour y faire la promotion des technologies de production avancée. A cette occasion, le Ministre avait visité les installations de Xiaomi mais aussi un centre de R&D de Schneider Electric. Le recours aux robots industriels et à « l'internet industriel » sont largement encouragés par le gouvernement chinois, qui cherche ainsi à moderniser son appareil productif. Par ailleurs, à Shanghai comme à Pékin, Xiao Yaqing a souligné la volonté du MIIT de renforcer sa coopération avec les autorités municipales en matière d'innovation, ce qui pourrait préfigurer de futures politiques de développement ciblées vers les grands pôles d'innovation du pays.

*[Retour au sommaire \(ici\)](#)*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Transports aérien : réouverture limitée des vols internationaux directs à destination de l'aéroport de Pékin Capital

Depuis le 22 mars, les autorités chinoises interdisaient les vols internationaux directs à destination de Pékin, en obligeant les compagnies aériennes à des détournements vers plusieurs points d'entrée préalables en Chine, où tous les passagers étaient tenus d'observer de strictes mesures sanitaires. Dans les faits, plus de 85% des passagers à destination de Pékin effectuaient dès lors leur quarantaine dans la ville d'arrivée en Chine. Ainsi, Tianjin était désignée comme point d'entrée pour les vols réguliers entrant entre Paris et Pékin, aussi bien pour Air China que pour Air France (la compagnie française a ouvert cette desserte le 20 août dernier).

A compter du 3 septembre, les services internationaux directs reprendront à destination de Pékin, de manière limitée. [Cette décision de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine](#) (CAAC), prise en concertation avec d'autres autorités compétentes dont la municipalité de Pékin, portent sur des vols au départ de 9 destinations, réparties dans 8 pays distincts, sélectionnés selon les autorités chinoises pour le faible nombre de cas importés de COVID-19 depuis la mise en place par la Chine des restrictions sur les vols internationaux à destination de son territoire : Autriche, Cambodge, Canada, Danemark, Grèce, Pakistan, Suède, Thaïlande. Sans surprise, puisque presque aucune compagnie étrangère n'opérait vers Pékin depuis la mise en place des restrictions aux vols internationaux par la Chine, cette timide reprise des vols directs vers la capitale chinoise est réservée aux seules compagnies chinoises. La possibilité reste ouverte pour Hainan Airlines, s'agissant d'une liaison entre Toronto et Pékin. S'agissant d'Air China, la compagnie a informé de la mise en place de vol hebdomadaire direct à destination de Pékin depuis les points suivants :

| Pays      | Liaison            | Code  | Date de lancement        |
|-----------|--------------------|-------|--------------------------|
| Autriche  | Vienne - Pékin     | CA842 | à partir du 13 septembre |
| Cambodge  | Phnom Penh - Pékin | CA746 | à partir du 3 septembre  |
| Canada    | Vancouver - Pékin  | CA992 | à partir du 14 septembre |
| Danemark  | Copenhague - Pékin | CA878 | à partir du 8 septembre  |
| Grèce     | Athènes - Pékin    | CA864 | à partir du 6 septembre  |
| Suède     | Stockholm - Pékin  | CA912 | à partir du 12 septembre |
| Thaïlande | Bangkok - Pékin    | CA980 | à partir du 9 septembre  |

Pour toutes ces liaisons directes vers l'aéroport de Pékin Capital, les conditions sanitaires générales demandées par la Chine restent inchangées, au départ (dont un certificat de test négatif au COVID-19 pour les passagers embarqués de moins de 72h) comme à l'arrivée (dont dépistage au COVID-19 et quarantaine de 14 jours).

En outre, les compagnies seront limitées à 75% de taux de remplissage. Si trois cas positifs au COVID-19 sont décelés à l'arrivée du vol à Pékin, tous les vols suivants seront à nouveau détournés vers une autre ville. Au-delà de cinq cas positifs décelés à l'arrivée à Pékin, la liaison directe sera suspendue.

(une semaine entre cinq et neuf cas, jusqu'à un mois pour dix cas ou plus), et tous les vols suivants seront également à nouveau déroutés vers une autre ville, pour une durée indéterminée. Les passagers de ces vols entrants, [limités à 500 par jour dans un premier temps](#), seront accueillis au Terminal 3-D de l'aéroport de Pékin Capital. Après une phase d'évaluation, ces mesures pourraient être étendues à d'autres liaisons, dont Paris-Pékin, même si aucun calendrier n'a été communiqué par les autorités chinoises.

Ces assouplissements interviennent alors que, dans le même temps, la CAAC a rappelé ses exigences en matière d'application stricte d'un [plafond de 75% de taux de remplissage pour tous les vols longs courriers depuis des zones estimées « à risques »](#). Par ailleurs, les autorités ont également communiqué sur une [reprise des vols internationaux à destination de Wuhan à compter de la mi-septembre](#), favorisant le retour de la connectivité avec les pays du voisinage régional, dont le Cambodge, la Corée, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, Singapour ou la Thaïlande.

**Transport aérien : les pertes des compagnies chinoises liées à la crise du COVID-19 se sont globalement atténuées au second trimestre 2020**

Selon les données publiées par [l'Administration de l'aviation civile de Chine](#), les transporteurs aériens chinois ont accusé au premier semestre 2020 une baisse de 49,2% de leur chiffre d'affaire par rapport à 2019, avec un trafic de 150 millions de passagers (-54,2%), et un taux de remplissage moyen de 68,6% (-14,7%). Le trafic continue cependant de s'améliorer sur le plan des liaisons intérieures : 80% d'entre elles déjà assurés en juin dernier, et l'offre aérienne est revenue à la normale en août. Mais la demande peine à suivre car selon les analystes financiers, les bénéfices générés par le trafic intérieur restent encore décevants (-15% en moyenne pour les trois plus grandes compagnies chinoises par rapport à la même période en 2019). Les compagnies aériennes cherchent à stimuler la demande par des politiques commerciales agressives, rendue possibles par des coûts marginaux plus faibles, en particulier pour le carburant.

En revanche, les revenus tirés du trafic international de passagers ont augmenté de manière significative, en grande partie due aux contraintes de capacité imposées par les régulateurs, en particulier par les autorités chinoises, entraînant une attrition artificielle de l'offre (-90% du trafic). C'est China Southern qui tire le mieux son épingle du jeu pour les routes internationales, avec des rendements de l'ordre +100%, même s'ils sont également significatifs pour Air China (+50%) et China Eastern (+45%). Par ailleurs, les importantes capacités en soute sorties du marché par la rareté des vols internationaux de passagers ont amélioré les rendements au premier semestre 2020 des opérations tout cargo, pour Air China (+137%), China Eastern (+114%) et China Southern (+89%).

Air China a atteint un bénéfice d'exploitation de 29,646 Md CNY au cours du premier semestre (-54,61% en g.a.), pour un bénéfice net de -9,441 Md CNY. Les pertes sont équivalentes d'un trimestre à l'autre, avec -4,6 Md CNY au deuxième trimestre, à peine inférieure au -4,8 Md CNY enregistré au premier trimestre. Parmi les filiales d'Air China, le bénéfice d'exploitation de Shenzhen Airlines était de 6,641 Md CNY (-57,46% d'une année sur l'autre), lui assurant un bénéfice net de 2,227 Md CNY. Le bénéfice d'exploitation de Dalian Airlines était de 404 M RMB, soit une baisse de 53,24% en g.a et -125 M CNY de bénéfice net. Par ailleurs, le bénéfice d'exploitation de la compagnie Inner Mongolia Airlines était de 3,17 Md CNY (-61,06%), mais la compagnie restait profitable avec un bénéfice net de 66 M CNY.

China Southern a réalisé un bénéfice d'exploitation de 38,964 Md CNY au premier semestre (-46,58% en g.a.), avec un bénéfice net en recul de 8,174 Md CNY, mais avec une nette dynamique d'amélioration entre le premier et le second trimestre 2020, avec des pertes passant de -5,3 Md CNY

à -2,9 Md CNY. Xiamen Airlines, une filiale de China Southern Airlines, a de son côté réalisé un bénéfice d'exploitation de 8,531 Md CNY au premier semestre (- 45,60% en g.a.), entraînant un bénéfice net de 1,505 Md CNY.

De son côté, China Eastern atteignait 25,129 Md CNY de bénéfice d'exploitation en S1 2020 (-57,25% en g.a.), avec une perte de bénéfice net de l'ordre de 8,542 Md CNY. A l'inverse de ses concurrentes, China Eastern accuse cependant des pertes plus importantes au cours du T2 2020 (-4,6 Md CNY) que lors du T1 2020 (-3,6 Md CNY). Parmi ses filiales, Shanghai Airlines a réalisé un bénéfice d'exploitation de 2,553 Md CNY sur la première moitié de l'année (-61,94% en glissement annuel), avec un bénéfice net en recul de -1,16 Md CNY. China United Airlines a réalisé un bénéfice d'exploitation de 972 millions de RMB (-66,60% en g.a.) pour un bénéfice net de -428 M CNY.

Enfin, le groupe HNA a pour sa part réalisé un bénéfice d'exploitation de 11,712 Md CNY (-66,57% d'une année sur l'autre). Le bénéfice net s'effondre également, à -11,823 Md CNY au cours du S1 2020. Au cours du premier semestre 2020, les revenus de HNA n'ont été que de 9,901 Md CNY, soit -70,11% en glissement annuel. On peut également mentionner les résultats au premier semestre 2020 des compagnies Spring Airlines (bénéfice d'exploitation de 4,045 Md CNY, soit -43,42% en g.a., avec bénéfice net en recul de -409 M CNY) et Juneyao Airlines (bénéfice d'exploitation de 4,169 Md CNY, soit - 48,28% en glissement annuel, avec un bénéfice net en baisse de -675 M CNY).

#### Spatial : CASIC et CASC annoncent un accord de coopération stratégique

China Le 28 août 2020 à Pékin, les deux géantes entreprises publiques du secteur spatial chinois, China Aerospace Science and Industry Corporation (CASIC) et China Aerospace Science and Technology Corporation (CASC), ont [signé un nouvel accord](#) pour le renforcement de leur coopération stratégique.

Pour rappel, l'activité de CASIC porte sur la fabrication de composants spatiaux, de lanceurs, de satellites et de missiles. L'entreprise est née en 1999, suite à une réorganisation de la gouvernance du secteur public chinois, alors constituée d'une entité unique, pour aiguiller la concurrence et l'innovation avec l'autre grand pôle public, représenté par CASC. Cette holding développe sa propre gamme d'engins spatiaux, de lanceurs, de systèmes stratégiques et de missiles et d'équipements au sol. Ainsi, c'est la CASC qui a procédé au lancement le 23 juillet dernier, par une fusée Longue Marche 5 depuis l'île de Hainan, de la [première sonde martienne autonome chinoise Tianwen-1](#). CASC et CASIC sont chacune placées sous la tutelle de l'Administration d'État pour la Science, la Technologie et l'Industrie de la Défense nationale (SASTIND), dépendant du Ministère de l'Information et des Technologies de l'Information (MIIT).

A l'inverse de la stratégie des années 2000 de stimulation de la concurrence par la séparation des activités de CASIC et de CASC, l'annonce de leur rapprochement actuel est présentée comme une nécessité, pour assoir le statut de leader mondial, accélérer la mutualisation dans tous les segments d'activité, en renforçant toujours davantage la compétitivité internationale du secteur aérospatial chinois. La recherche de synergie entre les deux pôles publics du spatial [n'est pas inédite](#), puisque l'accord de 2020 constitue en réalité une nouvelle étape dans la coopération entre CASC et CASIC, depuis un accord-cadre de coopération stratégique conclu en 2014. Ces dernières années, plusieurs échanges de cadre à haut-niveau ont eu lieu entre les deux entités.

Dans l'attente d'une éventuelle fusion, il convient de signaler que ces concentrations ne sont pas propres au seul secteur spatial chinois : selon la Commission d'administration et de supervision des actifs publics (SASAC), plusieurs regroupements d'entités publiques sont envisageables au cours du second semestre 2020, [dans des secteurs de l'agroalimentaire ou de l'énergie](#).

## **Aéronautique : entrée en vigueur de l'accord bilatéral UE-Chine sur sécurité dans l'aviation (BASA)**

L'Agence de la sécurité aérienne de l'Union européenne (AESA) a annoncé [l'entrée en vigueur de de l'accord bilatéral UE-Chine sur sécurité dans l'aviation \(BASA\)](#), après finalisation des procédures de ratification. Longuement négociée avec l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC). L'entrée en vigueur du BASA a été marquée par la tenue le 3 septembre du premier comité de surveillance conjoint de la certification (COB) entre l'AESA et la CAAC, qui a permis également d'adopter les procédures techniques de mise en œuvre (TIP), qui appuieront la mise en œuvre des dispositions du BASA et de son annexe sur la navigabilité. Ces procédures administratives et techniques décrivent en détail comment l'AESA et la CAAC procéderont à la validation et à l'acceptation réciproque des approbations de produits aéronautiques civils, attendues par les industriels européens pour accélérer les délais et diminuer les coûts d'accès au marché chinois. Ainsi, Airbus Helicopters attend une validation de la certification pour le H175, tandis que ATR espère de son côté une finalisation de ses propres dossiers pour les avions régionaux 42-600 et 72-600.

## **Aéronautique : campagne de tests d'un candidat vaccin au COVID-19 sur les personnels de l'aviation civile**

Une campagne de tests d'un candidat vaccin au COVID-19 va être conduite sur un groupe d'employés volontaires âgés de 18 à 59 ans du secteur aviation civile (pilotes, personnels navigants commerciaux, personnels au sol), d'après une circulaire de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) qui n'a pas été rendue publique mais [dont la presse s'est fait l'écho](#). Selon M. ZHENG Zhongwei, chef du centre chinois de contrôle et de prévention des maladies sous tutelle du Conseil des Affaires d'Etats, cette décision a été prise pour prémunir les risques qu'encourent ces employés, en première ligne devant une éventuelle deuxième vague de l'épidémie qui pourrait survenir en Chine à l'automne et en hiver, comme semble le craindre les autorités sanitaires. Par ailleurs, cette décision s'inscrit dans le contexte de l'intense pression exercée par l'assouplissement des restrictions de voyage en Chine par les pays étrangers. Les personnels de l'aviation civile précèdent d'autres campagnes de test des candidats vaccins, sur d'autres groupes de travailleurs exposés, dans le secteur alimentaire (marchés), dans d'autres modes de transports ou les services à la personne.

## **Transports ferroviaire : la compagnie nationale de chemins de fer, China Railway, présente 95,5 Mds rmb de pertes pour le premier semestre 2020**

China State Railway Group Company Ltd (CR) est l'entreprise publique chargée du réseau ferré et de son exploitation. Elle a présenté le 31 août ses résultats financiers pour le premier semestre 2020 : 403,9 Md RMB (env. 50 Md €) de revenus, en baisse de 124,2 Md RMB (env. 15,4 Md €) en glissement annuel (g.a.) et une perte nette de 95,5Md RMB (env. 11,8 Md €), dont 61,4 Md RMB (env. 7,6 Md €) de pertes au premier trimestre. En revanche, le niveau d'investissement a augmenté de 1,2 % en g.a., pour atteindre 325,9 Md RMB, dont 245,9 Md RMB sur le deuxième trimestre.

Ces pertes s'expliquent par la chute drastique du transport de passagers. En effet, le fret ferroviaire est en légère hausse en g.a., de 3,6 %. En revanche, le trafic passagers est lui en baisse de 53,5 %, entraînant également des pertes de revenus sur les services accessoires (réservations d'hôtels, vente de nourriture à bord...). L'annonce souligne également la mise en service de 1310 nouveaux km de lignes, dont 733km de LGV.

Pour mémoire, en septembre 2019, il était estimé que CR serait endettée à hauteur de 5400 Mds de CNY (env. 693 Mds EUR), pour un ratio d'endettement de 65,5 %, principalement en raison de ses investissements en infrastructures.

## Développement durable : un scandale d'exploitation illégale de charbon dans le Qinghai devient un « problème politique » selon le Secrétaire du parti de la Province

Un reportage du 4 août dans un quotidien du groupe Xinhua News Agency, *Economic Information Daily*, a mis en lumière l'exploitation illégale d'une mine de charbon par l'entreprise Xingqing, qui aurait falsifié les certifications lui permettant d'exploiter. Cette exploitation aurait duré depuis quatorze ans, pendant lesquels plus de 26 millions de tonnes de charbon auraient été extraites, dans le comté de Muli, dans le Qinghai (ouest de la Chine). Elle a entraîné des dégradations du pergélisol (*permafrost*) local, de la source du fleuve Jaune et du lac Qinghai. L'entreprise a réussi à échapper à deux reprises à des inspections environnementales par les autorités centrales (en 2017 et en 2019). Elle avait même été désignée par le gouvernement du Qinghai comme entreprise exemplaire pour la protection écologique.

Suite à la couverture médiatique, le gouvernement provincial du Qinghai a établi une commission d'enquête dirigée par le Vice-gouverneur et a organisé le 25 août une réunion de mobilisation pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour la restauration écologique des mines au Muli et de la région au sud aux monts Qilian. Le plan d'action, d'une période de trois ans, vise à établir un parc écologique dans la région du sud des monts de Qilian, notamment via la fermeture complète, le remblayage et la restauration de la végétation des mines au Muli.

Lors de la réunion, le secrétaire du PCC du Qinghai a estimé que l'exploitation illégale de charbon était « non seulement un problème écologique mais aussi un problème politique », liant ce cas particulier à la politique de lutte contre la corruption. Alors même que l'enquête n'est pas encore terminée, deux hauts fonctionnaires de la province ont déjà été limogés. Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a indiqué lors de sa conférence de presse mensuelle du 28 août qu'il allait organiser chaque année une inspection complète sur l'avancement de la restauration écologique au Muli.

Les médias chinois soulignent la personnalité du président de Xingqing, M. MA Shaowei, membre de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) de Xining (la ville capitale du Qinghai), tout comme son père, également actionnaire à 20 % de la société. Malgré son train de vie en apparence modeste, il serait l'une des plus grandes fortunes du Qinghai.

Pour mémoire, le Président chinois M. XI Jinping avait donné des instructions en 2016 sur la gouvernance de l'écologie et de l'environnement du bassin minier de Muli et des aires protégées dans les monts de Qilian, soulignant que « l'environnement est la plus grande valeur, la plus grande responsabilité et la plus grande potentialité pour la province du Qinghai ».

## Développement durable : La Chine inscrit sept nouveaux sites à la convention RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale

La Convention RAMSAR sur les zones humides d'importance internationale a annoncé l'inscription de sept nouveaux sites chinois, portant au total à 64 le nombre de sites en Chine, pour une surface totale de 7,3 millions d'hectares. Les sept zones sont :

- La zone de Tianjin Beidagang, près de Tianjin, est un point de passage important pour plus de 400 000 oiseaux migrateurs par an, en direction de l'Australie ;
- La zone de Gudao sur le Fleuve Jaune, réservoir d'eau potable et également zone refuge pour les oiseaux migrateurs vers l'Australie (60 000 individus annuels) ;

- La zone de la rivière Bila, en Mongolie intérieure, au pied des montagnes Khingan, particulièrement riche en biodiversité, notamment plusieurs dizaines d'espèces de mammifères ;
- La zone de Hadong Yanjiang, près de Harbin dans le nord-est de la Chine, habitat pour les oiseaux d'eau (plus de 20 000 individus vivent sur le site) ;
- La zone de Shouqu, dans le Gansu, est une zone humide d'altitude, située sur le plateau tibétain. Vaste marais, elle joue un rôle important de puits de carbone grâce à ses tourbières et un rôle de tampon permettant de limiter les inondations en aval du fleuve Jaune ;
- Autre zone du plateau tibétain, la zone de Trari Nam Co, située dans la province du Tibet, abrite notamment le léopard des neiges et l'aigle des steppes, deux espèces menacées ;
- La zone de Nanji abrite le plus grand lac d'eau douce de Chine, le lac Poyang, dans la province du Jiangxi.



La zone Shouqu, dans le Gansu. Crédit : RAMSAR administration bureau, 2019

Pour mémoire, la Chine organise au quatrième trimestre 2021 la 14<sup>e</sup> COP de la Convention RAMSAR, à Wuhan.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## ACTUALITES REGIONALES

### Jiangsu : 6,6 Mds CNY d'investissements dans les industries émergentes dans la ville de Dongtai (Yancheng)

Le 2 septembre 2020, la ville de Dongtai (au sein de la préfecture de Yancheng) a annoncé la signature de 22 grands projets industriels pour un investissement total de 6,6 Mds CNY. Les projets sont concentrés dans les industries émergentes comme la fabrication de pointe, les nouvelles technologies, l'environnement et la modernisation de l'agriculture. Parmi ces projets, *Huaying Electronics* a investi 1 Md CNY dans une nouvelle ligne de production de modules de dissipation de chaleur électronique ; *Shanghai Hezhu Enterprise Management* prévoit d'investir 2 Mds CNY pour la création d'un quartier d'affaires dans la zone dédiées aux hautes technologies de la ville.

Troisième comté le plus peuplé de la préfecture de Yancheng, Dongtai est une municipalité reconnue pour son environnement (41,8 % de couverture de zones vertes) et en cours d'intégration avec le reste de la province par la construction d'une ligne de train à grande vitesse avec Yantong (Nankin). La préfecture de Yancheng, qui compose 56 % de la façade maritime du Jiangsu, ne représente que 5,7 % du PIB du Jiangsu en 2019. L'ouverture sur la Mer Jaune offre néanmoins des opportunités de développement importantes, notamment en termes d'infrastructures éoliennes et solaires offshore.



Participant à son attractivité sur les énergies renouvelables, Yancheng tient les 8 et 9 septembre prochains un Sommet sur les Nouvelles Energies.

[Lire l'article du \*Shanghai Observer\*](#)

*Retour au sommaire* ([ici](#))

## HONG KONG et MACAO

### HONG KONG

#### **Le déficit budgétaire de Hong Kong atteint 23,7 Mds USD (183,7 Mds HKD) fin juillet**

Les dépenses publiques atteignent 37,39 Mds USD, accrues par les mesures prises dans le cadre des plans de soutien pour compenser l'impact de l'épidémie (soutien à l'emploi, subventions sectorielles ainsi que la distribution de 10 000 HKD aux résidents sans condition de revenus). Le gouvernement a indiqué que des recettes importantes (taxes sur les salaires et les bénéfices) étaient perçues en fin d'année. Les réserves fiscales atteignent 126 Mds USD fin juillet.

**Hausse des dépôts bancaires de 2,7%** : après une hausse de +1,6% en juin, les dépôts bancaires ont progressé, en mois glissant, fin juillet de +2,7% pour atteindre 1780 Mds USD (14,46 Trillion HKD), la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis avril 2018. Les dépôts en HKD ont progressé de +4,2% et ceux en USD de +01,1%. Les dépôts en RMB ont augmenté de +2,9% à 658,3 Mds RMB. Cette hausse des dépôts est liée selon la HKMA aux nombreuses introductions en bourse de ces dernières semaines, en particulier en juillet : de janvier à juillet 2020, 88 entreprises se sont listées à la bourse de Hong Kong et ont levé 17 Mds USD (+ 56 % en g.a.). La HKMA est intervenue 38 fois au cours des quatre derniers mois dont de nouveau le 1er septembre, pour défendre le peg, face à l'afflux de capitaux.

#### **Les ventes de détail continuent de se contracter : -23,1% en juillet**

Après une reprise en mois glissant au 2<sup>ème</sup> trimestre (+7,8% en juin), les ventes de détail sont retombées en juillet de -4,1% en mois glissant et elles reculent de -23,1% en valeur en année glissante (18<sup>e</sup> mois négatif consécutif). La tendance est moins dégradée, en année glissante, que les mois précédents (-24,7% en juin, -32,9% en mai, -36,1% en avril) mais cela résulte d'un effet de base, les ventes de détail s'étant dégradées l'été 2019 à cause des manifestations. Les ventes se contractent de -32,1% en valeur au cours des 7 mois 2020.

Pour mémoire, les dépenses privées (biens et services) ont chuté de -10,6% au 1<sup>er</sup> trimestre et -14,2% au 2<sup>e</sup> trimestre.

Seuls les supermarchés bénéficient d'achats en hausse de biens d'usage courant « commodities » (+ 26,5%), les habitants ayant de nouveau stocké pendant la 3<sup>e</sup> vague épidémique de juillet, après +4,5% en juin, +7,3% en mai, +14,4 % en avril, +15,3% en mars, +11,1 % en février et janvier combinés.

#### **L'immobilier résidentiel sous performe en août**

Selon le Rating & Valuation Department., l'indice des prix de l'immobilier résidentiel chute de -0,5% à 384,8 en juillet par rapport en juin en raison des restrictions de distanciation sociale liées à la troisième vague de COVID-19. L'indice des loyers a en revanche augmenté pendant deux mois consécutifs de +1,2% en juin et +0,6% en juillet en mois glissant. Le nombre de transactions immobilières résidentielles juillet a chuté en juillet de -8,2% à 7576 et en août de -29% à 5390.

La HKMA a également annoncé le 31 août que les demandes de prêts résidentiels hypothécaires en juillet ont diminué de -4,2% en juillet à 13 246, après -7,9% en juin. Le nombre de prêts accordés a chuté de -9,8% (contre + 16,7% en juin) dont -2% pour les financements destinés au marché du neuf et -12,3% pour les reventes.

## **Commerce extérieur : les exportations de Hong Kong continuent de chuter de -3% en juillet**

**Les exportations de Hong Kong continuent de reculer, en glissement annuel, de -3% en juillet, après -1,3% en juin et -7,4% en avril.** Juillet marque toutefois une amélioration en mois glissant de +0,7% (après +0,5% en juin). **Les exportations ralentissent vers l'Asie** (+0,6% seulement en g.a. contre +2,1% en juin), celles vers la **Chine et Taïwan progressant de +5,2% et +0,4% respectivement.** Elles continuent de se contracter en revanche vers les **Etats-Unis et le Royaume Uni (-20%).**

**Les importations sont également en retrait, de -3,4% en juillet après -7,1% en juin et -12,3% en mai.** Elles progressent en mois glissant, de +2,8% en juillet par rapport à juin. **Les importations depuis la Chine reculent de -8,1% en juillet** (-5,8% en juin) ainsi que celles depuis les **Etats-Unis (-22,4%** après -32,8% en juin).

Le déficit commercial se réduit à 26,4 Mds USD au cours des sept premiers mois de l'année (35,5 Mds USD à la même période 2019).

**Vanguard ; le 2ème gestionnaire mondial de fonds et fournisseur d'ETF aux Etats Unis ferme son activité ETF (Exchange Trading Fund) à Hong Kong.** En 2011, le groupe avait ouvert à Hong Kong, puis en 2017 à Shanghai après un bureau de représentation à Pékin en 2014. En 2013, Vanguard a listé son premier ETF à Hong Kong en l'étendant en 2014 et 2015 puis en 2018 avec le lancement du Vanguard Total China Index ETF. Les six ETF représentent 430 M USD sous gestion. L'annonce faite le 27 août prévoit une sortie en deux ans et Vanguard devrait démanteler sa plateforme locale d'ETF et ceux-ci être délistés ou transférés à un autre opérateur. Vanguard a communiqué son intention d'installer son siège régional à Shanghai où il a établi une joint venture avec Ant Group.

**Les dépenses d'assurance vie réalisées par des clients chinois à Hong Kong ont chuté de 76% en g.a. au cours du 1<sup>er</sup> semestre à 800 M USD :** la chute la plus forte a été enregistrée au 2<sup>ème</sup> trimestre (-85% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre) du fait des restrictions transfrontalières en place. La clientèle chinoise a dépensé jusqu'à 9,4 Mds USD en assurance vie à Hong Kong en 2016, plus d'un tiers des primes collectées, avant de diminuer du fait des contrôles sur les achats réalisés hors de Chine.

## **Hong Kong améliore son classement dans le Global Innovation Index (Indice Mondial de l'Innovation)**

Pour la 3<sup>ème</sup> année consécutive après une chute en 2016, **Hong Kong améliore son classement** dans la 13<sup>ème</sup> édition du Global Innovation Index co publiée le 2 septembre par Insead, Cornell University et l'OMPI. Hong Kong se hisse en 11<sup>ème</sup> position (contre 13<sup>ème</sup> en 2019 et 14<sup>ème</sup> en 2018) mais reste loin de son meilleur score atteint en 2000 (3<sup>ème</sup>). Hong Kong est au 3<sup>ème</sup> rang en Asie derrière Singapour (8<sup>ème</sup>) et la Corée du sud (10<sup>ème</sup>).

**En termes de clusters de science et technologie les plus performants, celui de Shenzhen / Hong Kong / Canton** (réuni en un seul pour la première fois au lieu de Hong Kong / Shenzhen et Canton d'autre part) **se place au 2<sup>ème</sup> rang mondial, derrière Tokyo-Yokohama.**

## **MACAO**

**Industrie du jeu :** les revenus bruts des jeux se contractent de -81,6% à 4,53Mds USD au cours des 8 premiers mois de l'année dont -94,5% à 166 M USD en août.

## TAIWAN

### Agroalimentaire : levée des restrictions sur les importations de bœuf et de porc américains

En réaction à l'annonce vendredi dernier par la [Présidente Tsai](#) d'une levée des restrictions pesant sur les importations de viande de bœuf et de porc américains, [décision basée sur les intérêts économiques nationaux et conforme aux objectifs stratégiques globaux de Taïwan en faveur d'une intégration économique régionale](#), l'opposition KMT a dénoncé une *décision unilatérale*, sans consultation de l'opinion publique ni du Parlement, et *dangereuse pour la santé*, les produits carnés américains contenant de la ractopamine. Plusieurs élus municipaux, dont la maire de Taichung, ont annoncé également leur intention de se battre contre cette mesure. Certains articles de presse accusent la Présidente Tsai de « sacrifier la santé des Taïwanais » pour des « gains géopolitiques » avec Washington. L'ancien Vice-Président CHEN Chien-jen (ancien Ministre de la Santé) a rappelé de son côté que le niveau de ractopamine dans la viande était réglementé par des normes internationales et qu'il n'y avait aucun danger pour la santé humaine. Pour rassurer les éleveurs taïwanais, inquiets de cette nouvelle concurrence, le Ministre de l'Agriculture (COA) a annoncé de nouvelles subventions, y compris la mise en place d'un fonds de soutien de 10 Mds TWD (300 M EUR), qui pourrait même être doublé. Washington annonce la mise en place d'un nouveau dialogue économique et commercial bilatéral, qui pourrait être présidé par Keith KRACH, sous-secrétaire d'Etat à la Croissance économique, à l'Energie et à l'Environnement. Selon les [statistiques du COA](#), les importations taïwanaises de bœuf se sont élevées à 1 Md USD en 2019, en augmentation de 3,3% par rapport à 2018 ; parmi les trois principaux pays fournisseurs (86% du total), les Etats-Unis sont leaders avec 57% de parts de marché (585 M USD, +7,2%), suivis par l'Australie (185 M USD, -0,9%) et la Nouvelle Zélande (102 M USD, -23,7%). S'agissant des importations de porc, les Etats-Unis sont 3<sup>ème</sup> fournisseur à Taïwan, avec près de 30 M USD en 2019 (13% de part de marché), derrière le Canada (74 M USD, 32%) et l'Espagne (51 M USD, 23%).

### Investissements internationaux : Taïwan classée 3<sup>ème</sup> meilleure destination

D'après le dernier [rapport du Business Environment Risk Intelligence \(BERI\)](#), Taïwan est classée 3<sup>ème</sup> meilleure destination pour les investissements internationaux, derrière la Suisse et la Norvège, et occupe la 1<sup>ère</sup> place en Asie. Le classement, actualisé trois fois par an (avril, août et décembre), évalue le risque opérationnel, politique et de change, pour lesquels Taïwan est classée respectivement au 3<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> et 1<sup>er</sup> rang. Selon [les statistiques du MOEA](#), au cours des sept premiers mois de l'année, le montant des investissements étrangers à Taïwan s'est établi à 4,4 Md USD (+10,56%). Les investissements chinois à Taïwan atteignent 58 M USD (-3,76%). Par ailleurs, les investissements taïwanais sortants (hors Chine) progressent de près de 40%, pour atteindre 5,7 Mds USD. Vers la Chine, ils atteignent 3,5 Md USD (+52%).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PÉKIN – RPC, CP 100600

**Rédigé par :** Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang

**Revu par :** David Karmouni, Orhan Chiali, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet